



Cours de français dans une classe zurichoise. Dans le canton, une initiative populaire a été lancée contre le compromis national sur l'enseignement des langues.
© KEYSTONE

5 minutes de lecture

Guillaume Michel

Publié jeudi 7 juillet 2016 à
07:58.

LANGUES

Alain Berset accroît la pression sur les cantons qui ne veulent pas enseigner le français

Dans l'explosif dossier des langues, le ministre de l'Intérieur offre une porte de sortie aux cantons dissidents tout en maintenant la cohésion nationale

Il l'avait annoncé, il tient parole. Alain Berset, le ministre de l'Intérieur, lance l'offensive pour harmoniser la pratique de l'enseignement des langues en Suisse et remettre au pas les cantons qui ne s'y tiennent pas. Mais il intervient tout en douceur, mettant en consultation une modification de la loi fédérale sur les langues axée sur trois variantes.

La situation ne pouvait plus durer. Cela fait douze ans désormais que la Conférence des directeurs de l'instruction publique (CDIP) a accouché d'une stratégie des langues. Celle-ci prévoit que les cantons s'engagent à enseigner deux langues dites «étrangères» à l'école primaire. Libre à eux ensuite de fixer leurs priorités entre la deuxième langue nationale et l'anglais.

Chronique: Le multilinguisme, cet idéal suisse

C'était en 2004. Peu après, le peuple a plébiscité le principe de l'harmonisation des programmes scolaires, désormais ancré dans la Constitution et englobant la question des langues. Une décennie plus tard, ce processus a des ratés et la volonté politique de s'y tenir

faiblit. Thurgovie a déjà relégué l'enseignement du français à l'échelon du secondaire, en prenant soin toutefois d' étoffer le nombre d'heures dans cette branche.

Dans d'autres cantons, à Lucerne comme à Zurich, des comités ont lancé des initiatives populaires pour déroger au fragile compromis ficelé sous l'égide de la CDIP. Ils réclament «une seule langue en primaire», invoquant le fait que les enseignants comme les élèves sont dépassés par les objectifs trop ambitieux du plan «Harmos». Dans leur texte, ils ne mentionnent pas la langue qu'il faudrait sacrifier, mais il est clair qu'il s'agirait de celle de Ramuz comme de Corinna Bille.

Autre signal d'alarme: le 23 juin dernier, lors de la dernière séance de la CDIP demandant à Alain Berset de donner du temps au temps avant d'intervenir, le débat avait été très vif durant près de trois heures. Selon plusieurs sources du Temps, les cantons sur la voie de la dissidence sont beaucoup plus nombreux que les trois susmentionnés: ils sont une dizaine à avoir clairement indiqué leur volonté de rester souverains en la matière, le plus souvent dans l'intention de privilégier l'anglais au détriment du français. Les directeurs de l'instruction publique ont tout fait pour éviter un vote étalant leurs divergences en public.

Editorial: Un problème des langues en Suisse? S'il existe, il est romand

Face à une CDIP impuissante à faire respecter la stratégie de 2004, Alain Berset a tiré le frein à main pour donner un signal fort aux cantons. Habilement, il ouvre le jeu en proposant trois variantes, dont les deux premières correspondent ou s'approchent de la stratégie de la CDIP. Surtout, il en introduit une troisième qui marie le maintien de la souveraineté des cantons avec le souci de la cohésion nationale. Si un canton, sous la pression d'une initiative populaire, décidait de ne plus enseigner qu'une seule langue en primaire, alors ce devrait être une deuxième langue nationale.

Ce faisant, Alain Berset renvoie la balle dans le camp des cantons. «Chaque canton porte une responsabilité pour lui-même, mais aussi pour le reste du pays. C'est aussi cela, le sens du fédéralisme», souligne-t-il. Il ne manque

pas de préciser que le Conseil fédéral privilégie la troisième variante, celle qui leur offre précisément la plus grande marge de manœuvre aux cantons. En français comme en allemand, il soupèse chaque mot, répondant très indirectement aux questions qui fâchent, notamment celle de la «guerre des langues» qu'il risque de déclencher. «Le plurilinguisme est une richesse pour la Suisse. Nous nous devons de nous comprendre dans nos langues nationales».

Le débat sera-t-il aussi «serein et constructif» qu'Alain Berset l'appelle de ses vœux? Difficile à dire. La première réaction est venue de la CDIP, qui a salué la position toute de «prudence et de précaution» du Conseil fédéral. Son président Christoph Eymann estime toute intervention de la Confédération prématurée à l'heure actuelle. «Elle ne répondrait pas au principe de la proportionnalité et présenterait des risques considérables: une votation populaire pourrait se transformer en épreuve de vérité». C'est vrai. Mais si elle veut l'éviter, c'est à cette même CDIP de devenir plus convaincante auprès de ses membres.

Le carton jaune

Alain Berset déclenche-t-il une «guerre des langues» en lançant une procédure de consultation visant à une révision de la loi sur les langues? Lors de sa conférence de presse, le ministre de l'Intérieur a soigneusement évité cette expression susceptible d'enflammer les esprits. Se gardant bien de déplorer le désamour des Alémaniques pour le français, il a toujours positivé son discours: «Il faut encourager les cantons à s'en tenir à la stratégie des langues décidée par la CDIP en 2004.»

Dans les faits, Alain Berset a tout de même brandi le carton jaune aux cantons alémaniques qui en dévient, comme Thurgovie, ou qui risquent de s'en écarter, comme Lucerne ou Zurich, où des initiatives populaires pour n'enseigner qu'une seule langue «étrangère» en primaire.

Le débat qui s'engage est passionnant. Il témoignera de l'envie des Suisses de rester cette «nation de volonté» dont ils sont si fiers lors des discours du 1er août. Moins la Confédération s'en mêlera, mieux ce sera. Mais les cantons doivent prendre leur responsabilité. A eux de

faire preuve de créativité en multipliant l'immersion et les échanges scolaires. A Neuchâtel, sous l'impulsion de Monika Maire, une Zurichoise tombée amoureuse d'un homme des Montagnes, le canton a décidé de développer les classes bilingues français-allemand. L'expérience, qui touche une trentaine de classes et 650 élèves, donne pour l'instant pleinement satisfaction, sauf que les enseignants sont difficiles à recruter. C'est ce genre d'exemple qu'il faut suivre.

PUBLICITÉ

À propos de l'auteur

Guillaume Michel
@letemps

Articles de la rubrique
